Direction régionale de l'alimentation,

de l'agriculture et de la forêt de Bretagne

Contrat Territorial de Consolidation (CTC) pour le brevet de technicien supérieur agricole spécialité qualité, alimentation, innovation et maîtrise sanitaire (BIOQUALIM) en région Bretagne conformément aux dispositions des articles L811-8-1 et L813-3-1

VU la Loi d'orientation pour la Souveraineté Alimentaire et le Renouvellement des Générations en Agriculture (LOSARGA) du 24mars 2025,

VU la Stratégie régionale des transitions économique et sociale (SRTES) 2023-2027 approuvée par délibération du Conseil régional des 7 et 8 avril 2023, intégrant le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP),

VU le Pacte sectoriel « Alimentaire » approuvé par délibération du Conseil régional du 7 juillet 2025 et co-signé Etat-Région-Partenaires sociaux le 29 mai 2026,

VU la délibération n° 26_0201_05 de la Commission permanente du Conseil régional du 6 juillet 2026 approuvant le présent contrat et autorisant le Président à le signer,

Entre

Le Ministère de l'Agriculture de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté Alimentaire (MAASA), représenté par Madame la Ministre Annie Genevard

ou la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Bretagne, représentée par Monsieur Benjamin Beaussant, Directeur ;

Le Conseil Régional Bretagne, représenté par Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président ;

Le Ministère chargé de l'Education nationale, représenté par Madame Nathalie Albert-Moretti, Rectrice de la région académique Bretagne ;

La Direction régionale de France Travail, représentée par Madame Angélique Goodall, Directrice ;

La Fédération CNEAP Bretagne, représentée par Madame Joelle Denoual, Présidente ;

Le Lycée privé de Pommerit-Jaudy (22450), représenté par Madame Danielle Even, Présidente du conseil d'administration ;

L'association des Etablissements d'Enseignement Agricole Privé de Rennes, La Guerche de Bretagne et Vitré, représentée par Madame Florence Machefer, Présidente du conseil d'administration ;

L'EPLEFPA du Morbihan site Le Gros Chêne à Pontivy (56300), représenté par Monsieur Frédéric Grattepanche, Directeur ;

L'Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires (ABEA), représentée par Monsieur Rémi Cristoforetti, Président ;

OCAPIAT représenté par Monsieur Jean-Marc Fleurot, Président CPR Bretagne ;

Les entreprises agroalimentaires bretonnes (sous réserve de confirmation de participation, liste non exhaustive).

Exposé des Motifs

La Stratégie régionale des transitions économique et sociale (SRTES), intégrant le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP), adoptée par le Conseil régional de Bretagne en avril 2023, a pour ambition de conforter la base productive bretonne, notamment alimentaire, dans une perspective de souveraineté ; à ce titre, elle porte des objectifs de promotion du secteur agricole et de développement des filières alimentaires.

La Bretagne occupe une place stratégique dans le paysage agroalimentaire français et européen. Première région agroalimentaire de France, elle concentre 58 600 emplois en 2023 et près de 3.8 milliards d'euros de valeur ajoutée générée. L'industrie agroalimentaire représente ainsi un pilier majeur de l'économie régionale et constitue un facteur essentiel d'équilibre territorial, avec un maillage dense d'entreprises réparties sur l'ensemble des départements bretons.

Cette dynamique économique s'accompagne toutefois de profondes mutations structurelles et de tensions importantes sur l'emploi. Les entreprises agroalimentaires doivent aujourd'hui répondre à des enjeux croissants de compétitivité, de transition environnementale, de modernisation des outils de production et d'évolution des attentes sociétales. Les besoins en recrutement demeurent particulièrement élevés, notamment sur les métiers de la production, du management intermédiaire et de la qualité. En 2025, 65 % des recrutements dans l'agroalimentaire breton sont jugés difficiles selon l'enquête BMO de France Travail, traduisant des tensions durables sur le marché de l'emploi.

Dans ce contexte, le brevet de technicien supérieur agricole spécialité « qualité, alimentation, innovation et maîtrise sanitaire (BIOQUALIM) » constitue une formation stratégique pour accompagner les évolutions du secteur agroalimentaire. Les compétences développées dans cette formation répondent directement aux besoins des entreprises : maîtrise sanitaire, qualité, innovation produit et procédé, performance industrielle, transition environnementale, responsabilité sociétale des entreprises (RSE), numérique et management d'équipe. Le diplôme prépare ainsi des techniciens supérieurs capables d'accompagner les transformations de « l'agroalimentaire du futur » marquées par l'automatisation, la traçabilité, la réduction de l'impact environnemental et l'évolution des modes de consommation.

Malgré ces perspectives favorables, les effectifs en formation connaissent une baisse préoccupante. Les formations relevant du domaine de la transformation agroalimentaire dans l'enseignement agricole breton ont perdu près de 35 % de leurs effectifs entre 2011 et 2024. Cette diminution contraste fortement avec les besoins de renouvellement des compétences exprimés par les entreprises.

L'analyse territoriale réalisée dans le cadre du présent contrat met en évidence plusieurs freins à l'attractivité de la formation. Le BTSA BIOQUALIM souffre d'un déficit de visibilité dans un environnement concurrentiel marqué par une offre importante de formations technologiques et scientifiques, notamment au sein de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur (BTS, BUT, écoles d'ingénieurs). Par ailleurs, l'image des métiers de l'agroalimentaire demeure parfois dégradée auprès des jeunes et des familles en raison de représentations associées à des conditions de travail difficiles ou à des perspectives salariales limitées. Des difficultés de mobilité et d'accès au logement constituent également des freins à l'entrée en formation pour certains apprenants.

Article 1 : Objectifs du contrat

Le diagnostic met cependant en lumière plusieurs atouts majeurs pour la consolidation de la formation en Bretagne. Les trois établissements engagés dans le contrat territorial disposent de plateaux techniques complémentaires et de colorations pédagogiques différenciées, permettant de couvrir un large spectre des réalités de l'agroalimentaire breton : produits laitiers, viande, procédés industriels, circuits courts, transformation artisanale, innovation, qualité et valorisation des productions locales. Cette complémentarité constitue un levier fort pour développer une offre régionale cohérente, diversifiée et en phase avec les évolutions du secteur.

Le présent contrat territorial de consolidation vise ainsi à renforcer durablement l'attractivité et la pérennité du BTSA BIOQUALIM en Bretagne. Il poursuit un objectif ambitieux de progression des effectifs, avec une augmentation du nombre d'apprenants de 51 en 2025-2026 à 120 à l'horizon 2029-2030, soit une hausse de 135 %. Cette dynamique reposera notamment sur le développement d'actions coordonnées de communication et de promotion des métiers et des formations, sur le renforcement des partenariats avec les acteurs professionnels et institutionnels notamment en prenant appui sur le pacte sectoriel « Alimentaire », ainsi que sur une meilleure valorisation des débouchés et des perspectives d'insertion professionnelle offertes par la filière agroalimentaire.

Le contrat a également pour objectif d'adapter les contenus et les compétences développées en formation aux évolutions des métiers et aux attentes des entreprises. Les établissements mobiliseront à cette fin les marges d'autonomie pédagogique prévues dans le référentiel du BTSA BIOQUALIM, notamment à travers les enseignements d'initiative locale (EIL), la pluridisciplinarité, les projets et les périodes de stage, afin de renforcer les compétences des apprenants dans les domaines du numérique, de la transition environnementale, de la RSE, du management et de l'innovation.

Ce contrat territorial, qui s'inscrit pleinement dans les orientations fixées par la loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, vise ainsi à mobiliser les parties prenantes en vue d'optimiser l'occupation des places offertes dans les formations BTSA BIOQUALIM.

Indicateur	2025-2026 (Base)	2026-2027	2027-2028	2028-2029 (Objectif)	2029-2030
Effectifs totaux BTSA BIOQUALIM	51	60	70	108	120
Taux de remplissage	75 %	80%	85 %	90 %	100%
Part de femmes	40 %	40%	45 %	50 %	50%

Article 2 : Engagements des Parties Prenantes

Les signataires s'accordent pour contribuer à l'exécution du contrat et à sa réussite, chacun en ce qui le concerne.

1. Moyens

MAASA/DRAAF :

-Maintien de la Dotation Globale Horaire (DGH) pour le LEGTA de Pontivy pendant 3 ans *:* Le volume annuel de la DGH est de 1539 heures DGH pour un effectif de 20 étudiants.

CNEAP Bretagne :

-Maintien de la Dotation Globale Horaire (DGH) pour les établissements de Pommerit-Jaudy et de Rennes pendant 3 ans. Le volume de la DGH est de 1539 heures pour chacune des deux filières.

Établissements :

-Les établissements s'engagent à concevoir et mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel (joint en annexe 2).

2. Promotion et Orientation

Actions des trois établissements :

Actions structurées et complémentaires visant à faire découvrir la formation et les métiers auxquels elle prépare au grand public, aux jeunes bretons et aux entreprises de façon ouverte et objective.

Rectorat :

Faciliter la communication et les interventions des lycées agricoles et des professionnels pour présenter les spécificités de ce secteur d'activités, les débouchés et le contenu de la formation auprès du public de collégiens et de lycéens des établissements publics et privés.

Région Bretagne :

Renforcer la promotion et la communication sur la formation et les métiers auxquels elle prépare dans le cadre du SPRO et de la plateforme Bretagne Orientation.

ABEA/OCAPIAT :

Faciliter la mise en relation entre les professionnels et les lycées agricoles pour communiquer largement sur les contenus de ces formations et leurs débouchés.

Assurer la formation d'ambassadeurs pour des interventions auprès des jeunes collégiens et lycéens et demandeurs d'emplois.

Mettre à disposition des établissements des outils et supports de promotion des métiers.

France Travail :

Associer les trois établissements à la semaine de l'emploi en agro-alimentaire pour des actions de communication sur les métiers et les contenus des formations. Les trois établissements s'engagent à mettre en place selon les besoins identifiés des sessions de démonstration au sein de leurs halles technologiques.

Favoriser les relations des trois lycées avec les agences locales de leur territoire.

3. Stages et Insertion

Branches et entreprises partenaires :

Proposer une offre de stages individuels ou collectifs de découverte pour les collégiens et lycéens.

Consolider une offre de stages ou de contrats d'apprentissage à destination des étudiants du BTSA BIOQUALIM.

4. Orientations pédagogiques

Les référentiels de formation intègrent une part d'autonomie pédagogique permettant la mise en place de projets innovants, en lien avec les territoires et le monde professionnel dans le cadre des transitions, de la Certification ISO 14001 et des projets de Recherche et Développement.

Les actions pédagogiques mises en œuvre par les établissements visent à favoriser des projets innovants menés par des étudiants.

Article 3 : Gouvernance

Les chefs d'établissement s'assurent de l'exécution du contrat et rendent compte au DRAAF. Ils informent leur conseil d'administration de l'avancée des actions.

Comité de pilotage :

Présidence : DRAAF Bretagne.

Membres : Directeurs des 3 lycées, Rectorat, Région, ABEA, OCAPIAT.

Evaluation de la mise en œuvre des actions par le copil.

1 réunion/ an

Les indicateurs de suivi sont proposés au comité de pilotage et font l'objet d'un suivi annuel.

La mise en œuvre du contrat de consolidation fait l'objet d'un compte rendu annuel en CREA et en CREFOP.

Article 4 : Durée

Durée : 3 ans (Sept 2026– aout 2029).

Au terme du contrat, le DRAAF prendra la décision de maintenir ou non ces formations selon les résultats obtenus.

Conclusion

Ce contrat s'inscrit dans une démarche ambitieuse pour répondre aux besoins importants du secteur agroalimentaire breton, tout en garantissant une formation de qualité alignée sur les innovations. La complémentarité des lycées et l'engagement des partenaires économiques (ABEA, OCAPIAT) sont des atouts majeurs pour atteindre les objectifs.

Signatures

Annexes :

- Annexe 1 : Diagnostic consolidé territorial (2026)
- Annexe 2 : Plan d’action pluriannuel (2026–2029)
- Annexe 3 : Tableau des actions détaillées 2026-2029

Annexe 1 : Diagnostic consolidé territorial (2026)

Table des matières

Diagnostic Consolidé Territorial et Pédagogique 9

Introduction 9

I. Caractérisation du Territoire et de ses Enjeux 9

1. Description des principales caractéristiques du ou des territoires 9

2. Identification des acteurs institutionnels et économiques, leurs missions, leurs activités, leurs projets 12

3. Caractérisation des évolutions des activités économiques et sociales dans le territoire 13

3.1. La Pression Économique et la Compétitivité 13

3.2. L'Évolution des Modèles de Production 13

3.3. Les Enjeux Sociaux et Sociétaux 15

4. Repérage des changements et des innovations en cours du territoire dans l'agroalimentaire 16

II. Enjeux Emploi-Formation et Offre Pédagogique 17

1. Recensement des besoins en emplois, les potentialités et les opportunités 17

1.1. Besoins Quantitatifs et Qualitatifs 17

1.2. Métiers en Tension et Compétences Ciblées 18

2. Étude de l'offre de formation sur le territoire (EA+EN) 19

2.1. Analyse des complémentarités entre les différents supports pédagogiques des établissements 19

2.2. Profils des apprenants en formation BTS BIOQUALIM en Bretagne 20

2.3. Analyse des colorations des formations dans leur version actuelle 23

2.4. Repérage des compétences existantes et utiles pour la formation 24

3. Analyse des opportunités et menaces du territoire au regard des forces et faiblesses du BTS BIOQUALIM en région Bretagne (SWOT Consolidé) 25

III. Stratégie de Communication et Adéquation Emploi-Formation 26

1. Identification et analyse des différents supports de communication sur les métiers et les formations existants et outils d'orientation mobilisables 26

1.1. Supports d'Information Généraliste 26

1.2. Outils de Promotion des Métiers 26

2. Recensement des actions de communication déjà entreprises et les partenaires en charge de l'orientation déjà mobilisés 27

3. Recueil des avis des acteurs du territoire sur l'adéquation emploi-formation 27

Conclusion 28

Diagnostic Consolidé Territorial et Pédagogique

Référence	**Contrat Territorial de Consolidation (CTC) - BTS BIOQUALIM**
Établissements Concernés	Lycée Le Gros Chêne, Lycée Pommerit, Lycée Saint Exupéry
Périmètre Géographique	Région Bretagne (Analyse consolidée)
Objectif	Établir un état des lieux pour définir une stratégie commune d'adaptation et de promotion de la formation aux besoins de la filière agroalimentaire.

Introduction

Le Brevet de Technicien Supérieur Agricole (BTSA) Bioqualim (Qualité, alimentation, innovation et maîtrise sanitaire) constitue une pierre angulaire de l'offre de formation pour l'industrie agroalimentaire (IAA) en Bretagne. Compte tenu de l'importance capitale de ce secteur pour l'économie régionale, le Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-Alimentaire et de la Souveraineté Alimentaire (MAASA), en collaboration avec la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) et les établissements concernés, a initié un Contrat Territorial de Consolidation (CTC).

Ce rapport propose une synthèse diagnostique consolidée, s'appuyant sur l'analyse de trois diagnostics d'établissements (Lycée Le Gros Chêne, Lycée Pommerit, Lycée Saint Exupéry) et enrichie par des données socio-économiques régionales.

I. Caractérisation du Territoire et de ses Enjeux

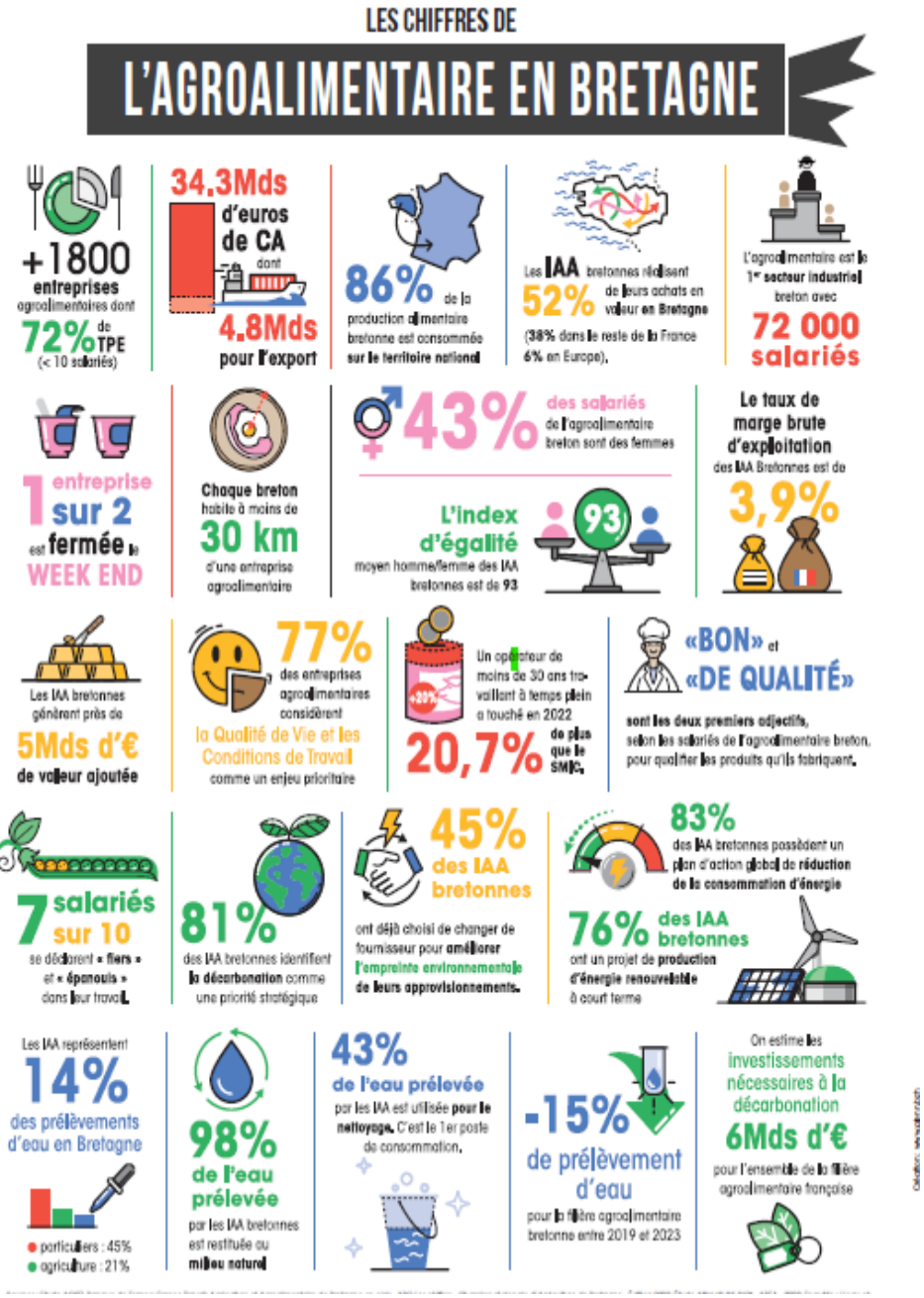
1. Description des principales caractéristiques du ou des territoires

La Bretagne est reconnue comme la première région agroalimentaire française et européenne. En 2022, selon les données de Focus Emploi-Formation Bretagne, près de 76 000 salariés, soit 6 % de la population salariée bretonne, travaillent dans l'industrie et l'artisanat alimentaires. Le tissu économique se caractérise par une forte présence de petites structures : 10 % des salariés sont employés dans des entreprises de moins de 10 salariés.

La répartition géographique des emplois témoigne d'un ancrage équilibré sur l'ensemble du territoire régional avec 27 % des emplois en Ille-et-Vilaine, 26 % dans le Morbihan, 24 % dans le Finistère et 23 % dans les Côtes-d'Armor. Le profil des salariés met en évidence une population majoritairement ouvrière et

relativement vieillissante : 29 % ont plus de 50 ans, 43 % sont des femmes, 56 % occupent des postes ouvriers et 37 % disposent d'un niveau de qualification CAP-BEP.

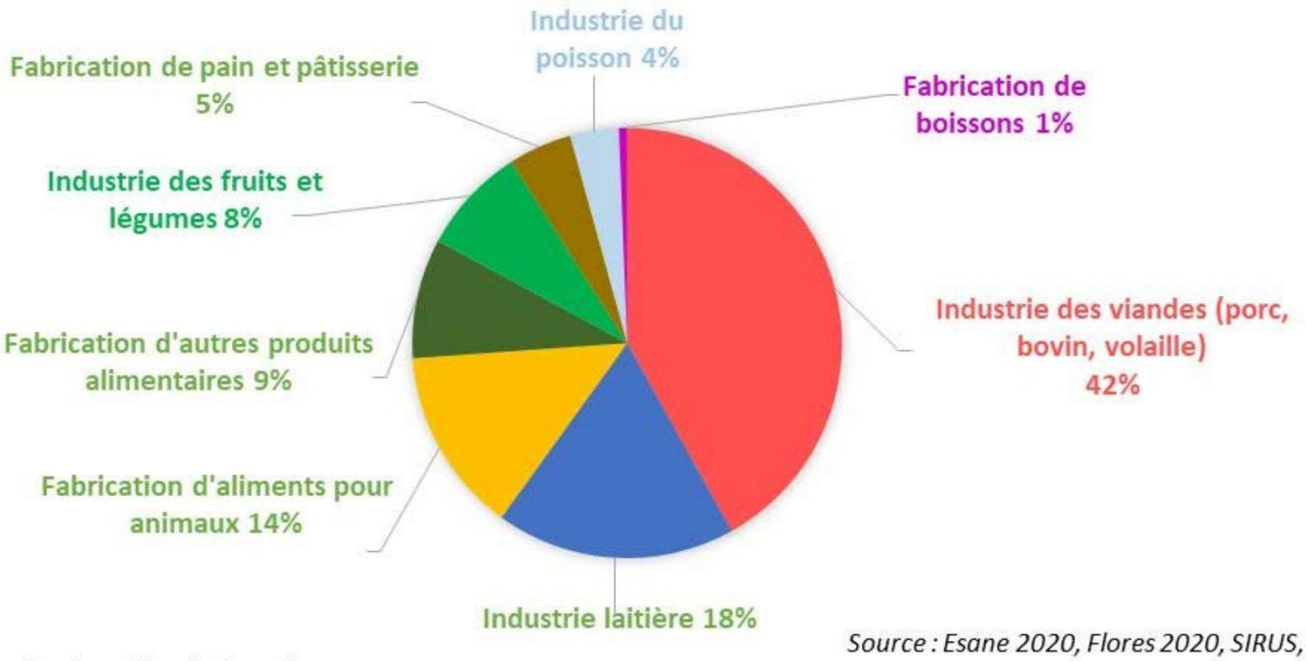
Avec environ 1 200 établissements répartis sur l'ensemble du territoire, l'agroalimentaire breton repose sur une structuration duale. Les très grands établissements représentent 5 % du tissu mais concentrent 47 % des emplois, tandis que 55 % des établissements emploient entre 1 et 9 salariés en équivalents temps pleins, traduisant un maillage dense de TPE et PME.



En 2022, le secteur a généré un chiffre d'affaires de 25,3 milliards d'euros, soit plus de 10 % du total national. Il se distingue par une spécialisation marquée sur les filières animales : l'industrie de la viande concentre 39 % du total national, devant l'industrie laitière (20 %) et la fabrication d'aliments pour animaux de ferme. En 2024, les exportations de produits agroalimentaires bretons ont atteint 5,5 milliards d'euros, en progression de 1,6 % par rapport à 2023.

Forte de près de 58 000 salariés en ETP, l'industrie agroalimentaire représente 40 % des emplois industriels régionaux ; 5,7 % des salariés bretons travaillent dans les IAA. La filière viande demeure prédominante avec 23 400 emplois, loin devant les produits laitiers (7 800 emplois), les plats préparés (4 800), les préparations à base de viande (4 500), la volaille (4 200), la boulangerie (3 300) et la biscuiterie (2 400).

Répartition du chiffre d'affaires de l'agroalimentaire breton :



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Esane 2020, Flores 2020, SIRUS, Insee - traitements SSP

Malgré ce poids économique majeur, le secteur souffre d'un déficit d'attractivité, notamment auprès des jeunes. Les effectifs apprenants en formation initiale dans le domaine professionnel « Transformation » relevant de l'enseignement agricole breton sont passés de 444 en 2011 à 289 en 2024, soit une baisse de 35 %. Ce recul contraste avec les besoins en emplois : selon l'Urssaf, 6 532 déclarations préalables à l'embauche de plus d'un mois ont été enregistrées au 2e trimestre 2025. Le recours à l'intérim demeure important, avec 12 700 intérimaires en équivalents temps pleins mobilisés chaque mois en 2024, traduisant des tensions persistantes sur le marché du travail.

2. Identification des acteurs institutionnels et économiques, leurs missions, leurs activités, leurs projets

Le succès de l'IAA bretonne est intrinsèquement lié à un écosystème d'acteurs publics et privés particulièrement dense et coordonné, indispensables à l'orientation et à l'employabilité des futurs diplômés du BTS BIOQUALIM.

Catégorie d'Acteur	**Acteurs Clés**	**Missions et Rôles dans le CTC**
Institutions et Pilotage Public	DRAAF / SRFD, MASA, Région Bretagne, France Travail, Mission Locale, CIO	Pilotage régional de la politique de formation, subventions, coordination des établissements, gestion de l'emploi et de l'orientation.
Représentation Professionnelle	**ABEA** (Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires), Chambre d'Agriculture de Bretagne **La coopération agricole, agroalimentaire**	Représentation des intérêts collectifs des entreprises, animation du réseau, développement de la performance économique, sociale et environnementale. Publication des **ABC (Agriculture et Agroalimentaire de Bretagne en Clair)**, références économiques et d'emploi.
Opérateurs de Compétences et Emploi	OCAPIAT, APECITA Bretagne Orientation (Idéo)	Opérateur de compétences pour les branches agricoles et agroalimentaires, financement de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Outils d'information sur les métiers et l'emploi.
Recherche, Innovation et Transfert	ACT Food Bretagne (Adria, CEVA, IDmer, Vegenov, Innozh), Pôle de compétitivité Valorial Campus des métiers et des qualifications de la filière alimentaire de Bretagne	R&D, innovation technologique, transfert de connaissances vers les entreprises et les centres de formation.

L'ABEA, en particulier, joue un rôle central, non seulement en tant que porte-parole, mais aussi en animant des thématiques cruciales comme le capital humain (attractivité), la performance industrielle et les enjeux environnementaux.

3. Caractérisation des évolutions des activités économiques et sociales dans le territoire

L'agroalimentaire breton est pris dans un tourbillon d'évolutions complexes qui se répercutent directement sur le profil de compétences attendu des futurs techniciens supérieurs.

3.1. La Pression Économique et la Compétitivité

Les entreprises bretonnes sont soumises à des négociations commerciales tendues, à la hausse des prix des matières premières et à une nécessité de maintenir un niveau de qualité élevé, tout en gérant l'augmentation des coûts de l'énergie. Le taux de marge brute d'exploitation des IAA bretonnes, estimé à 3,9%, souligne la nécessité d'optimiser la performance industrielle pour rester compétitif. Les enjeux de compétitivité et d'évolution des modes de consommation sont particulièrement soulignés.

Depuis 2020, l'agroalimentaire breton a globalement fait preuve de résilience face aux crises successives. Après un repli en 2022 et 2023, l'emploi salarié est reparti à la hausse en 2024. Toutefois, cette dynamique positive masque une réalité plus contrastée, marquée par une accélération des mutations structurelles du secteur.

Les investissements et créations d'emplois coexistent avec des restructurations et fermetures de sites : fermeture de Saupiquet à Quimper (plus de 150 salariés) et de Quintin Viandes (environ 30 salariés) en 2024, annonce début 2025 de la fermeture programmée du site Entremont de Malestroit à horizon de trois à quatre ans, ou encore la cession du site de Pontivy par Traiteur de Paris.

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de pression accrue sur les marges, de hausse des coûts des matières premières, de l'énergie et des emballages et de concurrence nationale et internationale renforcée. Les constats de la Banque de France sur le déficit de valeur ajoutée et l'obsolescence relative de l'outil industriel breton renforcent les interrogations sur les perspectives à moyen terme et les équilibres territoriaux, les IAA constituant un pilier majeur de l'économie régionale.

3.2. L'Évolution des Modèles de Production

Le territoire connaît une nette diversification des modèles :

- **Croissance des petites structures :** Un mouvement vers la transformation et la vente à la ferme, le développement des circuits courts et l'émergence de niches (microbrasseries, ateliers de diversification) se confirme. Ces structures, souvent moins industrialisées, requièrent des techniciens polyvalents, capables d'assurer la production, la qualité, mais aussi potentiellement la logistique et la commercialisation.
- **Transformation des produits :** L'accent est mis sur le "clean label" (réduction des additifs), le développement du marché Bio, et une tendance générale à s'éloigner des produits ultra-transformés.

Les données attestant du maintien du dynamisme du recrutement et de l'emploi dans l'agroalimentaire breton ne doivent pas masquer une réalité plus contrastée : l'accélération des mutations structurelles au sein de l'industrie agroalimentaire.

Parallèlement, certaines entreprises poursuivent un recentrage stratégique sur leurs activités historiques ou leur cœur de métier, dans une logique de recherche de compétitivité et de rentabilité. C'est le cas de Traiteur de Paris, qui a cédé à Cité Marine son site de Pontivy à la mi-2025.

La conjoncture économique, les crises successives depuis 2020, la décapitalisation du cheptel sur certaines productions animales, ainsi que les constats de la Banque de France sur le déficit de valeur ajoutée et l'obsolescence relative de l'outil industriel breton par rapport aux autres IAA nationales, peuvent légitimer des interrogations, voire nourrir un climat d'incertitude.

Il est donc légitime de s'interroger sur les perspectives et de ne pas exclure un scénario au cours duquel les années à venir pourraient être marquées par la poursuite de restructurations, de cessions ou de fermetures d'unités industrielles, avec des répercussions directes sur l'emploi et les bassins économiques concernés. C'est un enjeu d'autant plus fort que les IAA sont un maillon fort en matière d'équilibre territorial en Bretagne.

La filière agroalimentaire est confrontée à de multiples défis qui redéfinissent ses pratiques.

L'industrie agroalimentaire, constituée de sociétés privés ou de sociétés coopératives, évolue dans un environnement en pleine mutation (inflation concomitante des coûts des matières premières, de l'énergie, de l'emballage, concurrence française et étrangère…), cherchant à allier performance économique, traçabilité, sécurité sanitaire, innovation et responsabilité sociale et environnementale (décarbonation, réduction des déchets, de la consommation d'eau, d'énergie…). La modernisation et la numérisation de l'outil de production, via la robotique, l'intelligence artificielle, la blockchain ou encore les emballages intelligents, contribuent à accroître la compétitivité et la traçabilité.

C'est également un secteur dynamique en constante évolution qui entend répondre aux nouvelles attentes des consommateurs en matière de santé, d'éthique, de durabilité, de personnalisation de l'offre ou encore de montée en puissance des protéines végétales, des labels et signes officiels de qualité et d'origine (SIQO).

Ces mutations ont et auront des impacts sur les métiers existants : baisse des tâches répétitives grâce à l'automatisation, montée en complexité des fonctions de pilotage et de maintenance… Elles offrent également de nouvelles opportunités d'emplois dans la logistique durable, l'ingénierie environnementale ou encore le numérique appliqué à l'agroalimentaire.

Ces changements se traduisent par des besoins en compétences tant au niveau technique (automatisation, maintenance robotique, analyse de données, écoconception) que transversales (travail en équipe, adaptabilité, gestion de projet, sensibilité environnementale) ou relationnelles (communication avec les consommateurs, valorisation des démarches qualité et durabilité).

3.3. Les Enjeux Sociaux et Sociétaux

Le secteur doit impérativement améliorer son attractivité. Bien que 7 salariés sur 10 se déclarent "fiers et épanouis" dans leur travail, l'image des IAA est parfois entachée par des perceptions de conditions de travail difficiles, de bas salaires ou d'impact environnemental. Cette perception constitue une "barrière à casser" lors de l'orientation. La féminisation du secteur est également un enjeu, bien que 43% des salariés de l'IAA breton soient déjà des femmes. L'évolution des modes de consommation (par exemple les protéines végétales vs les protéines animales) constituent un enjeu pour la filière agroalimentaire.

Les enjeux de recrutement demeurent majeurs. En 2025, 65 % des recrutements sont jugés difficiles dans l'agroalimentaire breton, malgré un taux de chômage régional parmi les plus faibles de France (6,1 % au 2e trimestre 2025). Les métiers d'opérateur de production, de conducteur de lignes et de maintenance restent structurellement en tension, tandis que de nouveaux besoins émergent dans le management intermédiaire.

Le métier d'ouvrier non qualifié des industries agroalimentaires concentre plus de 13 000 emplois, avec un indice de tension de 1,81 en Bretagne (contre 1,45 au niveau national), atteignant 2,72 en Ille-et-Vilaine. Ces tensions s'expliquent notamment par des conditions de travail contraignantes, une part importante de contrats précaires (CDD, intérim) et une intensité élevée des embauches.

La filière est également marquée par une augmentation de la part de travailleurs immigrés, passée de 3,2 % à 7,5 % entre 2012 et 2022, renforçant les enjeux d'accueil, d'intégration et de formation. La fidélisation des salariés constitue un levier stratégique, reposant sur des parcours d'intégration structurés, le développement des compétences tout au long de la vie (formations, alternance, VAE), l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail, la promotion de la mixité des métiers et la sécurisation des parcours, notamment en fin de carrière.

Tant du côté industriel qu'artisanal, la Bretagne se caractérise par un maillage géographique dense en unités de transformation, au plus près des zones de production, offrant ainsi des emplois répartis sur l'ensemble du territoire breton.

Confrontées à des difficultés récurrentes de recrutement, les entreprises alimentaires doivent non seulement attirer de nouveaux profils, mais aussi sécuriser leur engagement dans la durée. Un accueil structuré, un accompagnement lors de la prise de poste et des dispositifs favorisant la montée en compétences constituent des leviers essentiels pour réduire le turn-over et renforcer l'attractivité. La fidélisation passe également par l'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance des savoir-faire, la qualité de vie au travail et des perspectives d'évolution claires.

Dans un secteur encore perçu comme contraignant, l'amélioration de la QVCT (Qualité de Vie et Conditions de Travail), par l'adaptation des postes, la réduction de la pénibilité, des aménagements horaires et une culture forte de la prévention (risques professionnels et usure professionnelle) contribuent à attirer et fidéliser des profils diversifiés. Selon une enquête récente de l'ABEA auprès de 108 sites agroalimentaires bretons, la QVCT constitue pour 77% des entreprises interrogées un enjeu majeur et prioritaire. Elle joue un rôle de plus en plus déterminant dans les processus de fidélisation des salariés, faisant du travail un facteur de santé, de compétitivité et de performance globale.

Le développement des projets territoriaux alimentaires (PAT) est également à signaler.

Avec 31 PAT labellisés, la Bretagne est un territoire dynamique. Les PAT contribuent à créer de nouveaux réseaux d'acteurs ayant pour objectif le développement d'une alimentation de qualité et de filières de proximité. Ces réseaux tendent à organiser la production et à offrir des débouchés agricoles sur les territoires au service de la population. L'artisanat alimentaire permet de développer une offre alimentaire originale sur des segments de marché de petite taille et intervient en complément des IAA pour promouvoir le savoir-faire breton. Ainsi filières longues et de proximité peuvent répondre aux attentes des marchés et aux évolutions sociétales de manière complémentaire. Les PAT favorisent la relocalisation de l'alimentation, le développement de circuits courts et la transition agroécologique. Leur mise en œuvre nécessite de nouvelles compétences dans les domaines de la production durable, de la logistique, de la transformation, mais aussi du marketing territorial et de l'animation de filières.

4. Repérage des changements et des innovations en cours du territoire dans l'agroalimentaire

Les mutations actuelles dessinent les contours de l'Usine Agroalimentaire du Futur :

Domaine d'Innovation	**Enjeux et Implication pour la Formation**	**Données Clés (Source ABEA/Chambre Agri)**
Transition Environnementale	Gestion de l'eau, efficacité énergétique, décarbonation, valorisation des co-produits. Nécessité d'intégrer des compétences en **ISO 14001** et management environnemental.	**-15%** de prélèvement d'eau entre 2019 et 2023 pour l'IAA bretonne. **77%** des entreprises ont un projet de production d'énergie renouvelable à court terme.
Performance Industrielle 4.0	Automatisation, robotique (cobots), Intelligence Artificielle (IA) pour l'optimisation des process et l'aide à la décision. L'adaptation doit inclure des compétences en maintenance de premier niveau et en interprétation de données numériques.	Les investissements pour la décarbonation sont estimés à **6 milliards d'euros** au niveau national, signe de l'ampleur des transformations à venir.
Ergonomie et Organisation du Travail	Facilitation du travail des équipes par l'automatisation, amélioration de l'ergonomie des postes pour pallier les difficultés de recrutement et de fidélisation.	**1 entreprise sur 2** est fermée le week-end, soulignant des efforts pour améliorer l'équilibre vie professionnelle/personnelle.

L'innovation est également palpable dans la filière agricole amont, avec des réflexions sur les outils de la loi d'orientation (LOA) pour le renouvellement des générations et la souveraineté alimentaire, qui impacteront la qualité et la traçabilité des matières premières.

II. Enjeux Emploi-Formation et Offre Pédagogique

1. Recensement des besoins en emplois, les potentialités et les opportunités

L'agroalimentaire breton fait face à un besoin structurel de renouvellement et d'augmentation de la main-d'œuvre, notamment qualifiée.

1.1. Besoins Quantitatifs et Qualitatifs

Les besoins en recrutement sont élevés, touchant l'ensemble de la pyramide des âges et des qualifications. Les techniciens supérieurs (niveau BTS), formés en qualité, production et management, sont particulièrement recherchés pour encadrer les équipes et garantir la performance technique.

Potentialité : L'importance économique du secteur et son rôle stratégique offrent une stabilité d'emploi et des perspectives de carrière significatives.

Les filières agroalimentaires bretonnes totalisent 75 720 emplois directs, soit 41 % de l'emploi industriel breton. Première région de France en nombre d'emplois dans l'agroalimentaire, la Bretagne compte en effet sur une industrie de la viande fortement employeuse de main d'œuvre.

D'après l'étude « Les emplois directs dans les filières agricoles et agroalimentaires bretonnes en 2020 » réalisée par les Chambres d'agriculture de Bretagne, 6 140 emplois concernent l'agroalimentaire en amont de la production (alimentation animale, accouvage notamment) et 69 580 emplois sont présents à l'aval des filières pour la transformation des produits agricoles.

L'industrie agroalimentaire regroupe plus de la moitié des emplois directs comptabilisés dans les filières agricoles et agroalimentaires bretonnes. On peut notamment dénombrer :

19 000 emplois dans les industries de la filière porcine ;

13 250 emplois dans les industries de la filière laitière ;

10 235 emplois dans les industries de la filière volaille ;

5 200 emplois dans les industries de la filière viande bovine ;

4 540 emplois dans les industries de la filière légumes ;

1 355 emplois dans les industries de la filière grandes cultures.

Les entreprises recrutent plus facilement, le taux de chômage en Bretagne ayant légèrement progressé (il reste cependant le plus faible de France avec 6,1% au 2nd trimestre 2025). Ainsi, d'après France Travail, 65 % des recrutements sont jugés difficiles dans l'agroalimentaire breton en 2025 (contre 78 % en 2022). A l'inverse, l'emploi intérimaire dans les IAA observe une tendance baissière depuis 2023 (-0,4 % sur deux ans, entre les 1ers trimestres 2023 et 2025).

Si dans ce secteur, les métiers d'opérateur de production, de conducteur de lignes ou encore ceux liés à la maintenance sont structurellement en tension, de nouveaux besoins émergent, dans le management intermédiaire par exemple.

Emblématique du secteur, le métier d'ouvrier non qualifié des industries agroalimentaires concentre plus de 13 000 emplois. Le niveau de tension sur ce métier est particulièrement élevé : il atteint 1,81 en Bretagne (1,45 au niveau national) contre 1,14 tous métiers confondus. C'est en Ille-et-Vilaine qu'il est le plus élevé (2,72).

1.2. Métiers en Tension et Compétences Ciblées

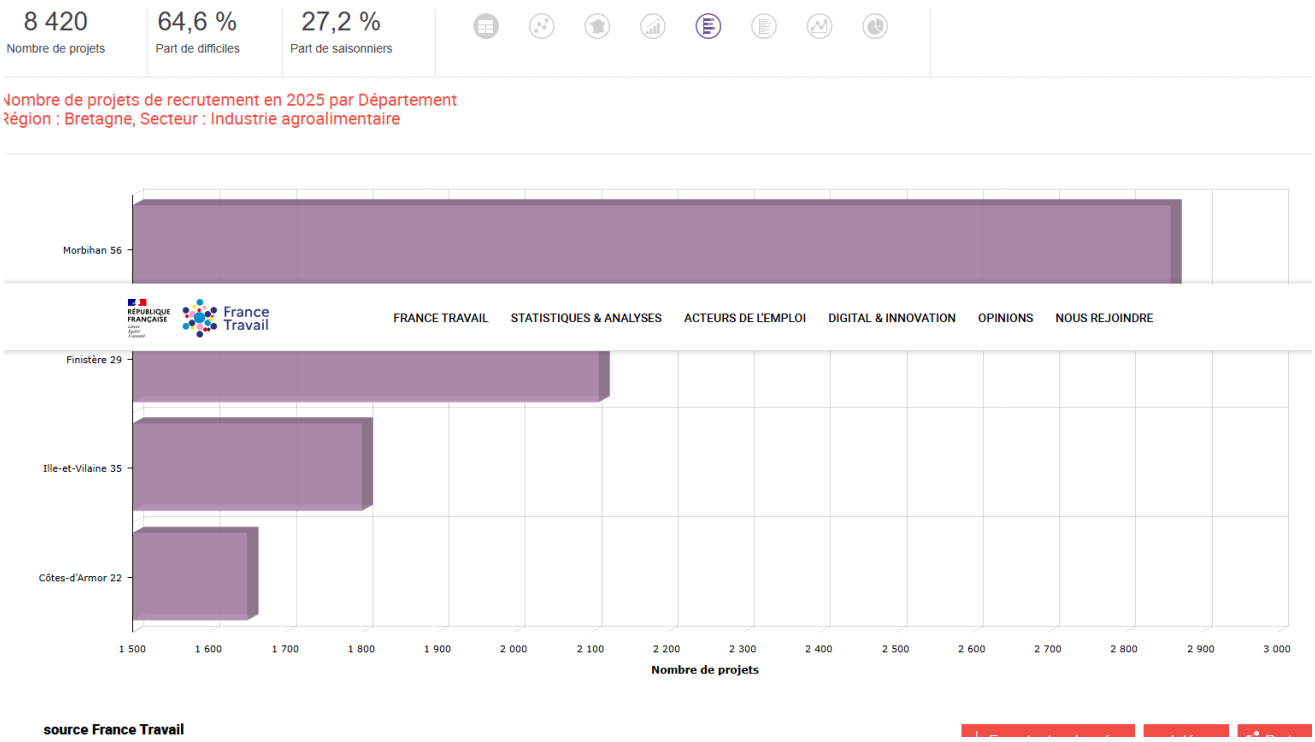
Avant 2018, les tensions sur ce métier étaient inférieures à l'ensemble des métiers. À partir de 2018, la tendance s'inverse et depuis 2020, les tensions progressent plus rapidement qu'au niveau régional.

Les facteurs à l'origine des tensions sont liés principalement à des conditions de travail qui demeurent contraignantes, à la non-durabilité de l'emploi, mais également à l'intensité des embauches. À contrario, le facteur « lien entre la spécialité de formation et le métier » a tendance à réduire le niveau de tension. Du fait de la relative absence de formations spécifiques aux métiers du secteur, conjuguée au cours de ces dernières années à un problème d'attractivité, la formation se déroule principalement au sein de l'entreprise via par exemple des CQP qui valident les acquis professionnels des salariés.

En Bretagne, **4 100 commerces alimentaires** de proximité maillent le territoire. Ces entreprises sont implantées au cœur des territoires (centres villes et zones rurales) et sont en contact direct avec la clientèle. La majorité de ces professionnels travaillent dans des structures artisanales de moins de 11 salariés ; la plupart d'entre elles en comptent 3 ou 4. Au global, les métiers de bouche représentent **près de 16 000 emplois salariés.**

D'ici à 2030, le secteur devra recruter à la suite de nombreux départs en retraite et de créations de poste : **8 000 postes (salariés ou non-salariés) seront ainsi à pourvoir** sur les métiers de boucher, charcutier et boulanger.

Si ces métiers sont bien connus du grand public et porteurs de sens et d'emploi, ils souffrent toujours d'une mauvaise image quant aux conditions de travail, même si des améliorations sont intervenues au cours des dernières années. Les employeurs ont du mal à fidéliser les jeunes apprentis ou salariés, parfois peu conscients en amont des contraintes liées à l'exercice de ces métiers.



Les analyses de France Travail, de la Chambre d'Agriculture et de l'ABEA confirment que les métiers de la production, de l'encadrement et de la qualité sont en tension.

- **En Production :** Chef d'équipe, Conducteur de ligne automatisée.
- **En Qualité :** Technicien Qualité, Responsable Assurance Qualité (RAQ).
- **En Maintenance :** Technicien de Maintenance (avec une forte composante en agroalimentaire/automatisation).

Le défi est de former des profils qui ne se limitent plus à la technique, mais qui possèdent également des compétences douces (soft skills) en management d'équipe, adaptabilité (aux innovations technologiques), et sensibilité aux enjeux environnementaux (RSE).

2. Étude de l'offre de formation sur le territoire (EA+EN)

L'offre de formation BTS BIOQUALIM en Bretagne s'articule autour des trois établissements de l'Enseignement Agricole (EA).

2.1. Analyse des complémentarités entre les différents supports pédagogiques des établissements

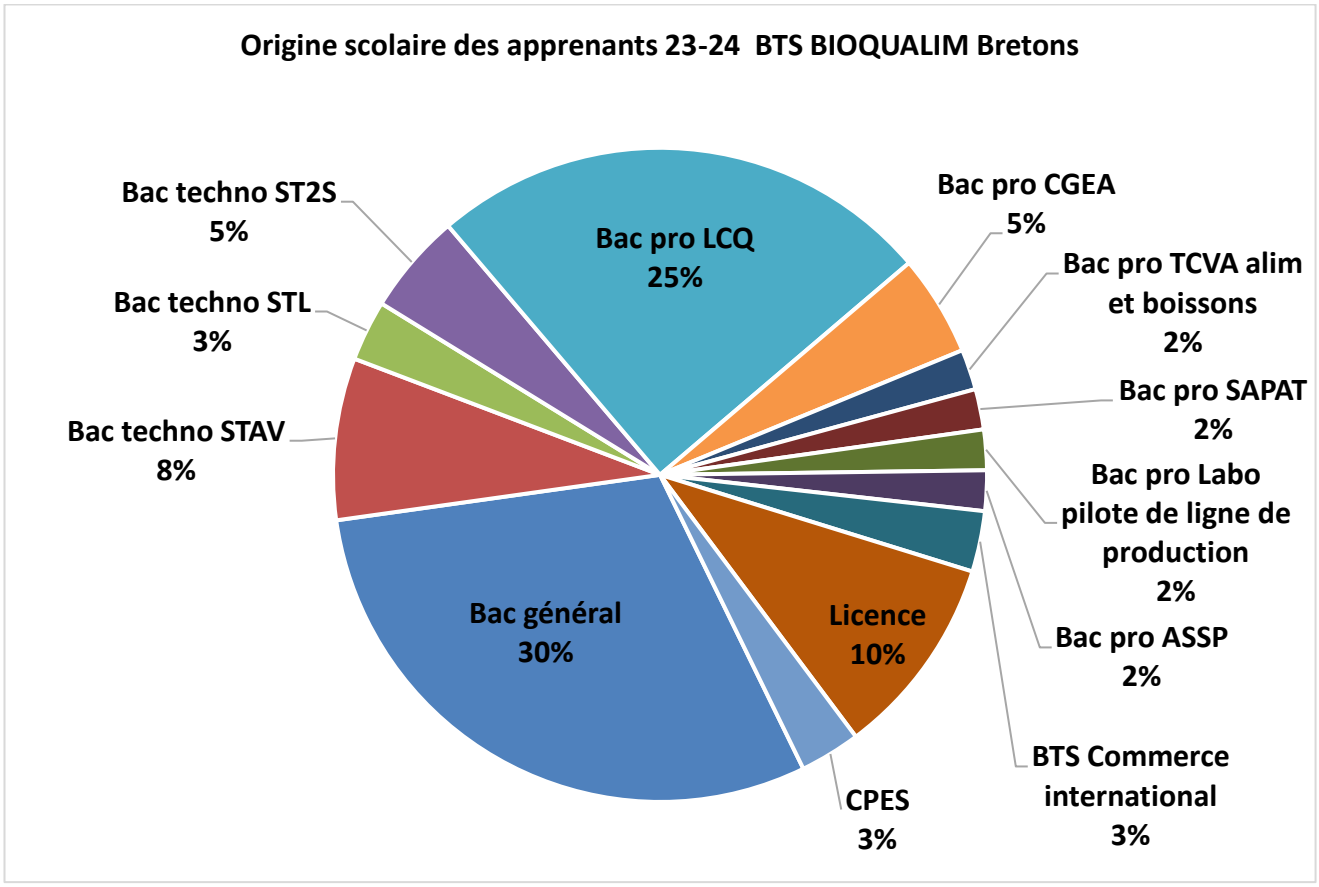
Sont constatées des colorations distinctives des plateaux techniques des trois lycées, qui, mises en synergie, couvrent un large éventail de la transformation agroalimentaire bretonne. Cette complémentarité constitue un point d'attention, de manière à proposer en région un panel le plus large de possible de mises en situation d'apprentissage.

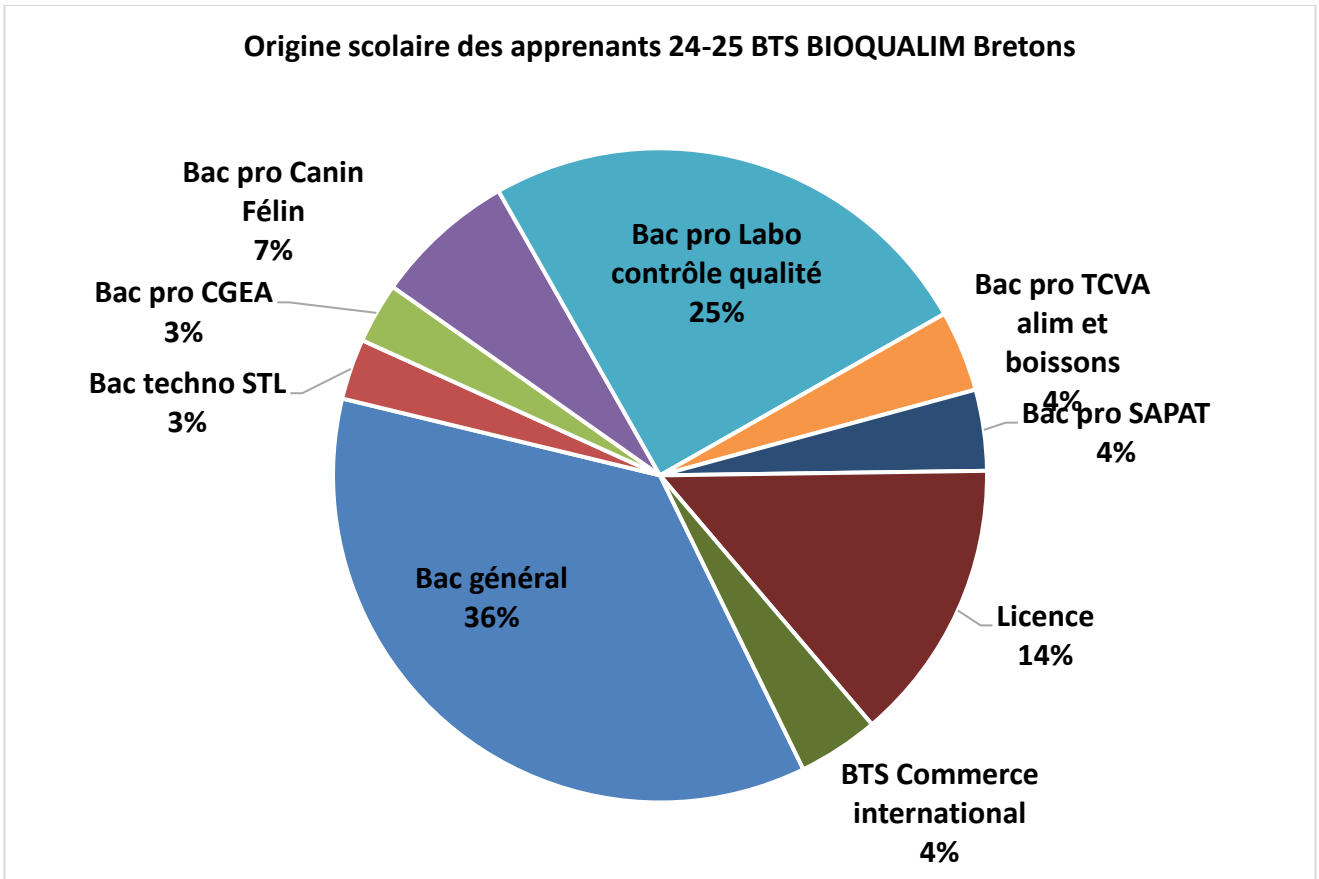
Établissement	Vocation et Coloration Historique	Éléments Clés des Plateaux Techniques
Lycée Le Gros Chêne	**Produits laitiers, Circuits Courts, Innovation Qualité et Procédés**. **Agrément CE**	Plateaux axés sur la valorisation des productions locales et les innovations en R&D.
Lycée Saint Exupéry	**Technologie Laitière et Fromagère, produits carnés, produits végétaux (traditionnels et innovants). R & D et accompagnement de porteurs de projets. Agrément CE**.	Ligne continue et batch pour formation à la production à petite et à grande échelle.
Lycée Pommerit	**Petites Structures, Produits Bio, "Clean Label"**.	Plateaux adaptés aux faibles volumes, aux procédés artisanaux et à l'approche de diversification, en phase avec les tendances de consommation.

2.2. Profils des apprenants en formation BTS BIOQUALIM en Bretagne

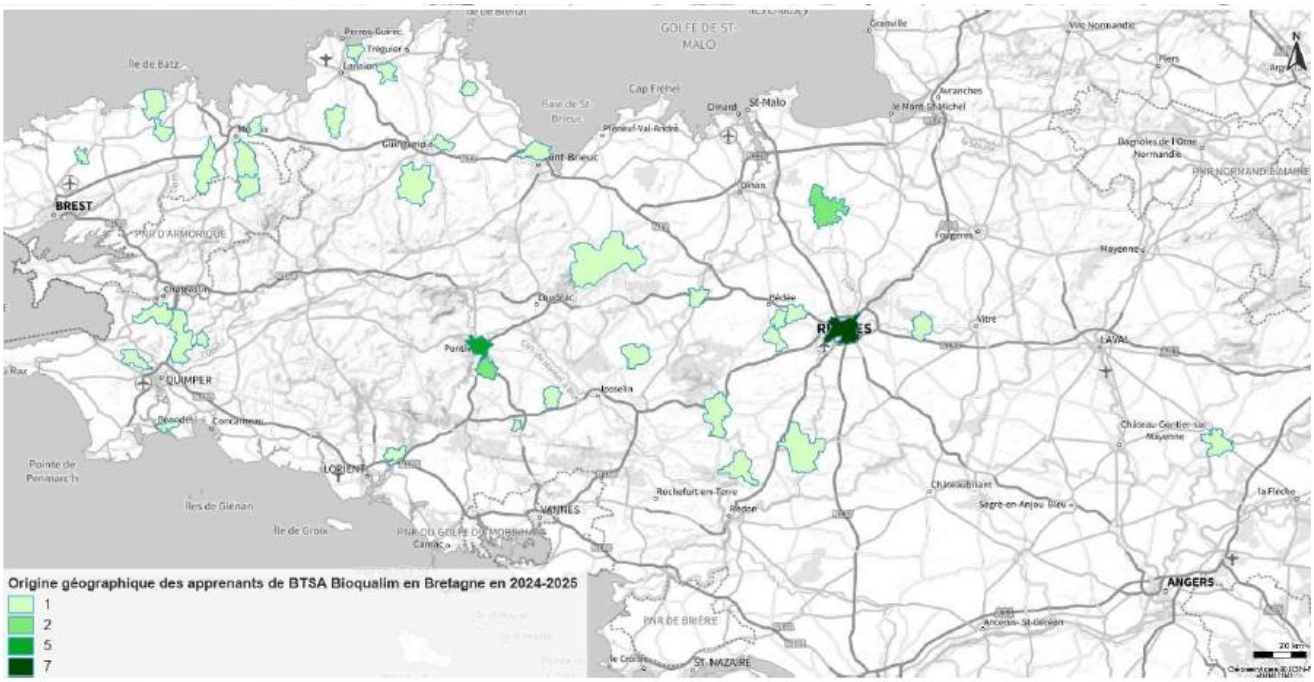
Effectifs apprenants 2023-2024 et 2024-2025 par établissement et pour la région :

	2023-2024			2024-2025		
	BTS 1 è année	BTS 2è année	Total	BTS 1 è année	BTS 2è année	Total
LEAP de Pommerit-Jaudy	13	8	21	6	12	18
LEGTA de Pontivy	14	5	19	12	7	19
LEAP St Exupéryde Rennes	9	6	15	9	6	15
	2	*11*	*13*	*2*	*5*	7
Totaux	38	30	68	29	30	59


Origine scolaire des apprenants 23-24 BTS BIOQUALIM Bretons
Bac techno ST2S 5%
Bac techno STL 3%
Bac techno STAV 8%
Bac pro LCQ 25%
Bac pro CGEA 5%
Bac pro TCVA alim et boissons 2%
Bac pro SAPAT 2%
Bac pro Labo pilote de ligne de production 2%
Bac pro ASSP 2%
BTS Commerce international 3%
Licence 10%
CPES 3%
Bac général 30%

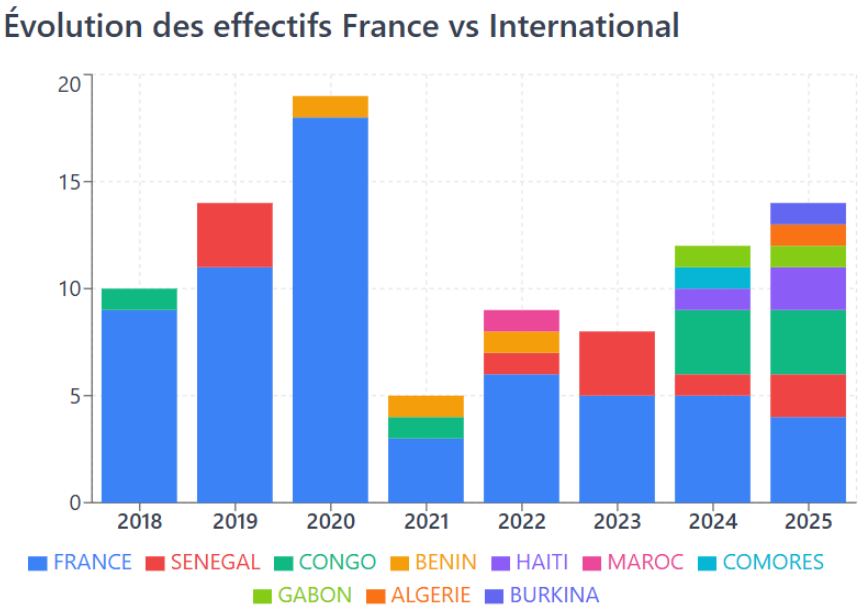

Origine scolaire des apprenants 24-25 BTS BIOQUALIM Bretons
Bac pro Canin Félin 7%
Bac pro CGEA 3%
Bac techno STL 3%
Bac pro Labo contrôle qualité 25%
Bac pro TCVA alim et boissons 4%
Bac pro SAPAT 4%
Licence 14%
BTS Commerce international 4%
Bac général 36%

Origine géographique des apprenants



Quatre scolaires et 3 apprentis sont originaires d'un pays étranger : ils ne figurent pas dans les étudiants recensés sur cette carte.
Quatre scolaires sont originaires de la Sarthe (1) et de la région parisienne (3). Pour des raisons évidentes de lisibilité, ils n'apparaissent pas non plus sur cette carte.

Focus sur la part d'étudiants étrangers (données lycée Le Gros Chêne de Pontivy)



Tendance France

Baisse

De 90% (2018) à 29% (2025)

Tendance International

Hausse

De 10% (2018) à 71% (2025)

Des éléments de constat : la faible mobilité des apprenants, la difficulté d'accéder au logement.

2.3. Analyse des colorations des formations dans leur version actuelle

Les formations actuelles des trois sites couvrent solidement le référentiel national, mais les diagnostics révèlent des pistes d'adaptation nécessaires :

- Pérennisation de l'Existant : Les TP des halls (LSE) sont fortement orientés vers le lait et la viande conventionnelle. Maintenir cette base est crucial, mais il est difficile de réduire la diversité des produits fabriqués sans nuire à l'attractivité auprès des candidats.
- Intégration des Nouvelles Tendances : LGC et Pommerit ont déjà amorcé l'intégration des concepts de Qualité et Environnement (ISO 14001), mais une consolidation des compétences en numérique et gestion de l'eau/énergie est indispensable sur l'ensemble des sites.
- Difficultés d'Investissement : Le renouvellement des équipements des TP est difficile compte tenu des coûts et des effectifs actuels, ce qui peut freiner l'intégration rapide des innovations technologiques (Usine 4.0).

Les établissements disposent d'un espace d'autonomie pédagogique dans le référentiel du BTS BIOQUALIM qui prend la forme d'un Enseignement d'Initiative Locale correspondant à un volume horaire de 87 heures réparties sur les deux années. Ci-dessous les orientations que prennent ces EIL pour chaque établissement :

- Lycée Le Gros Chêne : « Commercialisation des produits alimentaires dans le cadre du développement durable » (sensibilisation aux enjeux de l'alimentation, approvisionnement local et de qualité, emballage préservant l'environnement, choix de circuits courts, …)
- Lycée Pommerit : « Découverte de la transformation à la ferme » ; « Valorisation des matières premières locales et commercialisation en circuit court »
- Lycée Saint-Exupéry : « Promouvoir son patrimoine alimentaire régional et s'ouvrir au monde » constitué de deux parties : « patrimoine alimentaire breton » ; « séjour technologique dans une autre région étrangère ou nationale ».

2.4. Repérage des compétences existantes et utiles pour la formation

Au-delà des compétences techniques fondamentales (hygiène, microbiologie, procédés de transformation), les établissements détiennent déjà des atouts majeurs :

1. Un pool de compétences humaines : Des équipes enseignantes engagées, aptes à promouvoir la formation (via les salons, portes ouvertes etc…).
2. Une forte proximité avec le terrain : Un réseau de maîtres de stage et d'apprentissage bien établi, facilitant l'insertion professionnelle et la pertinence des projets d'étudiants.
3. Compétences transversales : Capacité à former sur les enjeux de la valorisation des coproduits et de l'économie circulaire, thématiques centrales pour l'innovation et la RSE.

3. Analyse des opportunités et menaces du territoire au regard des forces et faiblesses du BTS BIOQUALIM en région Bretagne (SWOT Consolidé)

L'analyse synthétique des diagnostics fait ressortir les principaux leviers et freins pour l'avenir de la formation BTS BIOQUALIM :

Facteurs Internes	**Forces (S)**	**Faiblesses (W)**
Pédagogie/Équipement	• Complémentarité des plateaux techniques et des colorations (Lait, Viande, Circuits Courts, Bio). • Engagement des équipes dans les actions de promotion. • Potentiel fort de développement du BTS BIOQUALIM dans un contexte porteur.	• Profil de recrutement des apprenants • **Image négative persistante** des métiers (salaires, conditions). • Difficulté à financer le renouvellement des équipements (coûts élevés, effectifs parfois bas). • **Manque de visibilité** de l'Enseignement Agricole face à l'Éducation Nationale (de rapprochements à initier & notamment avec l'enseignement supérieur).
Facteurs Externes	**Opportunités (O)**	**Menaces (T)**
Territoire/Emploi	•Proximité exceptionnelle avec le **1er secteur industriel régional** (plus de 1 800 entreprises). • **Forts besoins en recrutement** qualifié (besoin structurel de renouvellement). • Soutien des acteurs majeurs (ABEA, ACT Food, Valorial) et outils d'orientation. •Dynamisme d'innovation (Usine 4.0, R&D).	• Concurrence forte des autres formations technologiques (BTS de l'Éducation Nationale BIOQUALITE). BUT Hygiène Sécurité Environnement, BUT Génie Chimique et Génie des Procédés, BUT Génie Biologique. Ecoles d'Ingénieurs • Évolutions réglementaires et contraintes environnementales rapides (eau, énergie) nécessitant une adaptation constante. •**Difficulté d'accès à l'information BMO** pour les petites structures. • Tension sur les marges des entreprises, impactant potentiellement les conditions de stages/alternance.

III. Stratégie de Communication et Adéquation Emploi-Formation

1. Identification et analyse des différents supports de communication sur les métiers et les formations existants et outils d'orientation mobilisables

L'efficacité de l'offre de formation est limitée par sa visibilité et l'attractivité des métiers qu'elle dessert.

1.1. Supports d'Information Généraliste

L'ensemble des établissements utilise les supports classiques de l'orientation pour les étudiants :

- Supports institutionnels : Sites internet des lycées, plaquettes de formation, ONISEP, CNEAP.
- Plateformes d'orientation : Parcoursup (outil final de choix, mais pose question en phase complémentaire), CIO.

1.2. Outils de Promotion des Métiers

L'utilisation des outils de la profession est essentielle pour changer l'image et informer sur les carrières :

- Outils Sectoriels : FOOD TALENT (ABEA), Kit orientation IAA, Agir Bretagne, Le 3.2 Industries.
- Outils Emploi : Fiches métiers OCAPIAT et APECITA, informations France Travail, IDEO/Bretagne Orientation.

Une nécessité majeure est d'intégrer davantage les outils modernes (vidéos professionnelles, témoignages d'anciens, photos d'ateliers) pour rendre les formations et les métiers plus tangibles et dynamiques, notamment via les réseaux sociaux (Facebook, Instagram) déjà partiellement mobilisés. Il y a lieu de préciser les métiers auxquels prépare le BTS BIOQUALIM, souvent perçu comme cantonné au métier d'opérateur. L'industrie agroalimentaire propose des parcours professionnels riches et diversifiés. Les perspectives d'évolution au sein des entreprises sont fortes.

2. Recensement des actions de communication déjà entreprises et les partenaires en charge de l'orientation déjà mobilisés

Les trois lycées déploient une large palette d'actions, à la fois locales et régionales :

Niveau d'Action	Actions Déjà Mises en Œuvre	Partenaires Mobilisés
Recrutement Étudiant	Portes ouvertes, mini-stages, Salons étudiants, Dispositif BRIO (Bretagne Réussite Information Orientation)	Lycées de l'Éducation Nationale, CIO, Missions Locales.
Événementiel Sectoriel	Participation aux salons professionnels majeurs : CFIA (Rennes), SPACE (Rennes), SIAL (Paris).	ABEA, Organisateurs de Salons, Entreprises exposantes.
Inclusion et Emploi	Ateliers métiers et Journées de découverte des métiers pour demandeurs d'emploi.	France Travail, Missions Locale, Associations.
Relations Industrielles	Diagnostic direct des industriels via des entretiens (Lactalis, OLGA, SVA/Cooperl en cours) pour sonder l'adéquation des compétences.	Entreprises agroalimentaires locales et groupes nationaux.

L'enjeu est de transformer ces actions parfois menées de manière isolée en une stratégie de communication territoriale coordonnée pour le BTS BIOQUALIM, assurant une lisibilité maximale de l'offre régionale.

3. Recueil des avis des acteurs du territoire sur l'adéquation emploi-formation

Le processus de diagnostic est en cours, et l'étape cruciale du recueil des avis des acteurs du territoire sur l'adéquation emploi-formation est planifiée. Les retours des acteurs professionnels de l'agroalimentaire seront formalisés lors de la réunion du 03 Décembre.

Les premières consultations indiquent déjà que les attentes se concentrent sur :

- La polyvalence des techniciens (qualité et production).
- La capacité d'adaptation aux outils numériques et aux enjeux RSE.
- Les compétences managériales pour l'encadrement des équipes.

Ces avis valideront ou ajusteront les pistes d'évolution des colorations pour les années à venir, assurant que le Contrat Territorial de Consolidation repose sur une base factuelle et un consensus régional.

Conclusion

Ce Diagnostic Consolidé met en exergue un paradoxe stimulant : le BTS BIOQUALIM opère dans un secteur agroalimentaire leader national et structurellement demandeur de main-d'œuvre qualifiée, mais fait face à un déficit d'attractivité et de visibilité qui limite son potentiel de développement.

L'analyse révèle que les trois lycées possèdent une force de frappe complémentaire importante, capable de former des techniciens pour toutes les réalités de la filière (du grand groupe conventionnel au petit atelier de transformation Bio).

En capitalisant sur ses forces internes et en saisissant les opportunités d'un territoire agroalimentaire en pointe, le BTS BIOQUALIM en Bretagne est destiné à consolider sa place en tant que partenaire stratégique de l'excellence industrielle régionale.

Sources mobilisées pour l'élaboration du diagnostic

Le présent diagnostic consolidé territorial et pédagogique a été élaboré à partir d'un ensemble de sources institutionnelles, professionnelles et statistiques, ainsi que des diagnostics internes des établissements partenaires du Contrat Territorial de Consolidation du BTS BIOQUALIM en région Bretagne.

Sources institutionnelles et statistiques

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Bretagne

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA)

INSEE Bretagne

Pacte sectoriel Alimentaire / CPREFP

Données emploi, démographie et structures économiques

Agreste

Statistiques agricoles et agroalimentaires

Urssaf

Données relatives aux déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Sources emploi-formation et observatoires régionaux

GREF Bretagne – Focus Emploi-Formation Bretagne

France Travail

Enquêtes sur les besoins en main-d'œuvre (BMO)

Région Bretagne

Sources professionnelles et sectorielles

Chambre d'Agriculture de Bretagne

Agriculture et Agroalimentaire de Bretagne en Clair (ABC)

Notes de tendances sectorielles

Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires (ABEA)

Enquêtes sur la Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT)

Outils d'attractivité et de promotion des métiers

OCAPIAT

Données compétences, métiers et formation professionnelle

APECITA

Innovation, recherche et filière alimentaire

ACT Food Bretagne (ADRIA, CEVA, IDmer, Vegenov, Innozh)

Pôle de compétitivité Valorial

Sources internes au Contrat Territorial de Consolidation

Diagnostics territoriaux et pédagogiques des établissements partenaires :

Lycée Le Gros Chêne, Campus Sciences et Nature du 56

Lycée Pommerit

Lycée Saint-Exupéry

Contributions des équipes pédagogiques et des partenaires professionnels mobilisés dans le cadre du CTC BTS BIOQUALIM Bretagne.

Annexe 2 : Plan d'Action pluriannuel (2026–2029)

L'ensemble de ces actions ne revêtent pas un caractère obligatoire quant à leur mise en œuvre, les établissements se réservent aussi la possibilité d'en ajouter d'autres en fonction des opportunités qui pourraient apparaître au cours du contrat.

Axe 1 – Renforcer la lisibilité régionale de l'offre BTSA BIOQUALIM Bretagne

Les établissements signataires s'engagent à construire une stratégie commune de communication afin de rendre visible, à l'échelle régionale, une offre coordonnée de formation supérieure en agroalimentaire relevant de l'enseignement agricole breton.

Cette stratégie vise à mieux faire connaître :

-les métiers de l'agroalimentaire, en lien avec les professionnels ;

-les débouchés du BTSA BIOQUALIM ;

-la diversité des parcours professionnels accessibles ;

-les complémentarités pédagogiques entre les établissements signataires.

Dans ce cadre, les partenaires s'engagent à :

-élaborer une identité graphique et une communication commune du BTSA BIOQUALIM Bretagne ;

-produire des supports mutualisés de présentation des formations, métiers et parcours d'insertion ;

-développer une présence coordonnée sur les réseaux sociaux et les supports numériques ;

-valoriser les témoignages d'étudiants, d'anciens diplômés et de professionnels ;

-assurer une présence collective sur les salons, forums, événements métiers et manifestations professionnelles régionales ;

-promouvoir les métiers de l'agroalimentaire et le BTSA BIOQUALIM dans le cadre d'événements régionaux ou nationaux (Semaine de l'industrie, Semaine nationale de l'emploi agroalimentaire, Food Talent, forums orientation, etc.).

Axe 2 – Développer l'orientation active et élargir les viviers de recrutement

Les établissements signataires, en lien avec l'autorité académique, la Région, les acteurs de l'orientation et les partenaires professionnels, s'engagent à développer une démarche volontariste d'information et d'orientation afin d'élargir les viviers de recrutement vers les formations BTSA BIOQUALIM.

Cette démarche vise notamment :

-les élèves de troisième ;

-les lycéens des voies générale, technologique et professionnelle ;

-les étudiants en réorientation (BRIO : Bretagne Réussite Information Orientation)

-les publics en recherche de formations professionnalisantes ;

Les partenaires s'engagent à :

-organiser des interventions coordonnées dans les collèges, lycées, CIO, missions locales et structures d'accompagnement à l'orientation ;

-développer les mini-stages, immersions et visites de plateaux techniques ;

-renforcer les liens avec les psychologues de l'Éducation nationale et les équipes éducatives ;

-promouvoir les parcours de réussite et les perspectives d'emploi du secteur agroalimentaire ;

-favoriser la découverte concrète des métiers à travers des visites d'entreprises et des rencontres professionnelles ;

-contribuer à la féminisation, à l'inclusivité et à la diversification des publics recrutés ;

-développer des actions spécifiques de réorientation post-bac et post-supérieur ;

- permettre l'évolution professionnelle et la montée en compétences via les formations professionnelles (en vue de VAE)

Axe 3 – Consolider les partenariats avec les entreprises agroalimentaires bretonnes

Les signataires reconnaissent le rôle déterminant des entreprises agroalimentaires dans l'attractivité, la professionnalisation et l'insertion des étudiants du BTSA BIOQUALIM.

Les partenaires professionnels s'engagent à contribuer activement à la dynamique du contrat territorial par :

-la participation aux actions de promotion des métiers et des formations ;

-l'accueil de stagiaires et d'apprentis ;

-la participation aux journées portes ouvertes et événements de découverte des métiers ;

-le développement de dispositifs de mentorat ou de parrainage d'étudiants ;

-la mobilisation de professionnels comme ambassadeurs des métiers de l'agroalimentaire ;

-l'alimentation des plateformes de stages et d'immersion à destination des collégiens et lycéens ;

-l'identification d'interlocuteurs référents dans les entreprises partenaires afin de faciliter les coopérations avec les établissements.

Les établissements s'engagent parallèlement à :

-renforcer les relations avec les DRH et responsables techniques (production, qualité, R&D…) des entreprises;

-structurer un réseau régional de partenaires professionnels ;

-mieux valoriser les parcours d'insertion des diplômés ;

-mettre en lien les anciens élèves et les nouveaux postulants via un réseau interne afin de faciliter les stages et l'insertion professionnelle (plateforme avec contacts des anciens élèves type annuaire accessible aux étudiants)

-développer les échanges réguliers avec les représentants des filières et des branches professionnelles, en prenant appui sur le Pacte sectoriel « Alimentaire ». Organiser une rencontre annuelle avec les représentants des entreprises partenaires pour estimer les besoins en matière de stages, de contrats d'alternance, de visites, d'interventions …), lien avec les jobs dating APECITA

Axe 4 – Former aux mutations des industries agroalimentaires en adaptant les compétences des apprenants

Les établissements signataires s'engagent à faire évoluer leurs pratiques pédagogiques afin de répondre aux transformations technologiques, environnementales et sociétales du secteur agroalimentaire.

Cette adaptation s'appuie notamment sur les marges d'autonomie pédagogique prévues dans les référentiels de formation (EIL, travaux de groupes, TD etc…).

Les actions engagées porteront notamment sur :

- la transition environnementale et énergétique des industries agroalimentaires ;

- les démarches qualité, sécurité sanitaire et responsabilité sociétale ;

-la décarbonation, la gestion des ressources et la réduction des déchets ;

- pratiques éthiques de production ;

- l'automatisation, la robotisation, l'intelligence artificielle et les outils numériques de production ;

- l'innovation alimentaire et les nouvelles attentes des consommateurs ;

- le management intermédiaire et les compétences relationnelles ;

- la conduite de projets collectifs en lien avec les entreprises et les territoires.

Les établissements s'engagent également à :

- valoriser les projets pédagogiques innovants menés avec les professionnels ;

- favoriser les mises en situation professionnelle ;

- développer les liens avec les structures de recherche, d'innovation et de transfert technologique ;

- renforcer la visibilité des plateaux techniques et de leurs complémentarités à l'échelle régionale.

Axe 5 – Favoriser les conditions de réussite et d'insertion des apprenants

Les signataires reconnaissent que l'attractivité des formations repose également sur la qualité des conditions d'accueil, de mobilité et d'accompagnement des étudiants.

Dans ce cadre, les partenaires s'engagent à :

- identifier les freins à la mobilité, au logement et à l'accès aux stages ;
- rechercher des solutions facilitant l'hébergement et les déplacements des apprenants ;
- améliorer l'accompagnement des étudiants durant leur parcours de formation ;
- valoriser les dispositifs d'aide existants ;
- renforcer le suivi de l'insertion professionnelle et des parcours de poursuite d'études.

Une attention particulière sera portée :

- à la sécurisation des parcours ;
- à l'accompagnement des publics éloignés de la formation ;
- à l'accompagnement des étudiants étrangers et allophones ;
- à la qualité de vie étudiante ;
- à la fidélisation des jeunes dans les métiers de l'agroalimentaire.

Annexe 3 : Tableau des actions du Contrat Territorial de Consolidation du BTSA BIOQUALIM de la région Bretagne

(Budget à définir)

Actions	Acteurs	Pilote	Calendrier	Indicateur	**Axe 1 -** Renforcer la lisibilité régionale de l'offre BTSA BIOQUALIM Bretagne	Axe 2 – Développer l'orientation active et élargir les viviers de recrutement	Axe 3 – Consolider les partenariats avec les entreprises agroalimentaires bretonnes	Axe 4 – Adapter les compétences, former aux mutations des industries agroalimentaires	Axe 5 – Favoriser les conditions de réussite et d'insertion des apprenants
Lancement d'une page Instagram Facebook @BTSBioqualimBretagne	Etablissements d'enseignement agricole	A identifier parmi les 3 établissements	A partir de sept. 2026	1 000 abonnés en 6 mois	X	X			
Vidéos courte type « réel » de découverte de la formation via le RS TIK TOK (challenge jeune DETER notamment)	Etablissements d'enseignement agricole	Etablissements d'enseignement agricole	Sept 26 à août 29	Nbre de vues par vidéo	X	X	X		
Tournage de vidéos visant à promouvoir la formation et les métiers, les parcours, témoignages apprenant/tuteur en entreprise	Etablissements d'enseignement agricole, entreprises	Bretagne Orientation	A partir de sept 26	Nombre de vidéos produites	X	X	X		
Participation au concours national « Je filme le métier qui me plait et la formation qui me plait »	Etablissements d'enseignement agricole, la Région, Education nationale	Education Nationale	2027 (vidéo à envoyer pour mi-mars) Cérémonie de remise des prix en mai	Nombre de vidéos produites	X	X	X		
Création de contenus pour la newsletter transmise entre chaque période de vacances scolaires aux établissements collèges et lycées	Etablissements d'enseignement agricole, Région, Education Nationale, Entreprises partenaires, IDEO	IDEO	A partir de septembre 2026	Nombre d'articles	X	X	X		

Création de contenus pour assurer la promotion du BTSA BIOQUALIM sur le site « AGROAVENIR »	AgroAvenir, Etablissements d'enseignement agricole	AgroAvenir	A partir de septembre 2026	Nombre d'insertions	X	X	X		
Parcours de découverte progressif organisé par l'ANEFA pour les élèves	ANEFA, Etablissements d'enseignement agricole et Education Nationale	ANEFA	A partir de septembre 2026	Nombre de jeunes touchés	X	X	X		
Génération agri, promotion des métiers auprès des collégiens	CRAB, Etablissements d'enseignement agricole et Education Nationale	CRAB	A partir de septembre 2026	Nombre d'actions	X	X	X		
SPOT PUB Radio destinées aux jeunes : SKYROCK, NRJ, SPOTIFY etc… approche métiers	Etablissements d'enseignement agricole	Etablissements d'enseignement agricole Ets partenaires	A partir septembre 2026	Nombre d'actions	X				
Participation à l'évènement semaine de l'Industrie (visites de collégiens dans les établissements avec TP)	Entreprises, Etablissements d'enseignement agricole et Education Nationale	Etablissements d'enseignement agricole	Dès 2027	Nombre d'actions	X	X	X	X	
Participation à l'évènement « semaine nationale de l'emploi en agroalimentaire ». Mise en place d'actions dans chaque établissement	Etablissements d'enseignement agricole, FT, ML, APECITA, ABEA, APEC, OCAPIAT	France travail	Dès 2027	Nombre d'actions par édition. Nombre de participants	X	X	X	X	
Présentation de la formation et des métiers préparés à des demandeurs d'emplois et des jeunes de missions locales lors de séquences d'informations collectives	Etablissements d'enseignement agricole, ABEA, entreprises partenaires	France Travail	Dès 2027	3 présentations par an	X	X	X		

Stand commun au FOOD TALENT Rennes 2027. Animations « recettes » public collégiens et lycéens	Etablissements d'enseignement agricole	ABEA	Mars 2027 et chaque année	Nombre de contacts qualifiés	X	X	X	X	
Participation des Etablissements aux forums mis en place par les universités	BRIO, DRAIO, Etablissements d'enseignement agricole, Entreprises, Rectorat	DRAIO	Durée du contrat	Nombre de contacts	X	X			X
Parrainage d'étudiants par des responsables d'équipe en entreprise (dispositif « mentorat »)	Entreprises, Etablissements d'enseignement agricole, ABEA	ABEA	A partir de septembre 2026	Nombre d'étudiants engagés			X	X	X
Création d'un réseau d'Alumni régional	Etablissements d'enseignement agricole, anciens étudiants	Etablissements d'enseignement agricole	A partir de septembre 2026		X	X			X
Proposer des stages au sein de nos halles techno auprès de 1 élève, 1 stage	Etablissements d'enseignement agricole, MASA	Etablissements d'enseignement agricole	A partir de septembre 2026	Nombre de stages		X			X
Création de contenus pour alimenter les Plans Pluriannuels d'éducation à l'Orientation	Etablissements d'enseignement agricole, Education Nationale	Etablissements d'enseignement agricole	A partir de septembre 2026	Nombre d'actions menées	X	X			
Créer un dispositif d'ambassadeurs du BTSA BIOQUALIM, sous forme de binôme (technicien +enseignant) dans l'objectif d'intervenir auprès de publics de collégiens et lycéens Dispositif de formation des ambassadeurs	Région Ministère Enseignement Supérieur et Recherche (BRIO Rennes2)	Etablissements d'enseignement agricole et Entreprises partenaires	A partir de septembre 2026	20 ambassadeurs formés au cours des 3 ans			X	X	X
Participation de professionnels aux JPO des lycées (1 à 2 entreprises / lycée/JPO)	Etablissements d'enseignement agricole et entreprises	Ets partenaires, ABEA	Entre novembre et mai de chaque année du contrat	Nombre de ½ journées de participation	X	X	X		

Proposition de stages et contrats d'apprentissage par les entreprises	Entreprises partenaires	Entreprises partenaires et Etablissements d'enseignement agricole	A partir de septembre 2026	100 offres /an		X	X		
Alimentation de la plateforme « 1 jeune 1 stage » avec des offres de stages de découverte ou visites en groupe à destination des 3è et Seconde	Entreprises partenaires	Bretagne Orientation, Entreprises partenaires Etablissements d'enseignement agricole, Education Nationale	A partir de septembre 2026	Nombre d'offres		X	X		
Identifier dans chaque établissement et partenaire un interlocuteur référent avec qui communiquer tout au long du contrat. Mise en place d'un fichier partagé.	Entreprises partenaires	Les Entreprises partenaires, les Etablissements d'enseignement agricole	A partir de septembre 2026	Nombre de référents désignés	X		X		
Présenter la formation BTSA BIOQUALIM auprès des DRH dans le cadre des commissions initiées par l'ABEA	Etablissements d'enseignement agricole	ABEA, Etablissements d'enseignement agricole, Entreprises partenaires	A partir de septembre 2026	Nombre de DRH sensibilisés	X	X	X	X	
Réalisation d'un flyer de présentation des contenus enseignés en BTSA et des débouchés BIOQUALIM, à destination des Entreprises	Etablissements d'enseignement agricole	Etablissements d'enseignement agricole, les Entreprises partenaires	A partir de septembre 2026	Réalisation effective et diffusion	X	X	X	X	
Identifier et promouvoir les actions Mobilité – Hébergement initiées par les Entreprises	Entreprises partenaires	Entreprises partenaires, Etablissements d'enseignement agricole	A partir de septembre 2026	Nombre de cartes de visite et de présentation Entreprise réalisées			X		X

Enquête d'insertion annuelle (taux d'embauche, nature des contrats, salaires etc…) à 1 an et 5 ans (en vue de faire évoluer les contenus, en vue de repérer des success story pour témoignages, …)	Etablissements d'enseignement agricole	DRAAF + Etablissements d'enseignement agricole	Juin 2027/2028/2029	Taux d'insertion > 90 %	X		X	X	X